

Courrier arrivé  
DREAL

13 JAN. 2020

UID 11/66 Perpignan



PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

**Direction de la Citoyenneté et de la Légalité**  
**BCLUE**

Dossier suivi par : Cathy FONTVIEILLE-SAFONT  
Tél : 04.68.51.68.66

Perpignan, le 10 janvier 2020

**ARRÊTE PRÉFECTORAL n° PREF/DCL/BCLUE/2020010-0001**

***Mettant en demeure la société PERNOD de respecter les prescriptions applicables à son usine d'élaboration, de conditionnement et de stockage de boissons alcoolisées située à Thuir***

**Le Préfet des Pyrénées-Orientales**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 04/10/10 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté n° 1952 du 11 juin 2001 autorisant la société CUSENIER à poursuivre l'exploitation d'un centre d'élaboration d'apéritifs à base de vins et de spiritueux sur le territoire de la commune de THUIR ;

VU l'arrêté n° 684 du 4 mars 2004 modifié autorisant la société CUSENIER à procéder à l'extension de ses activités d'élaboration d'apéritifs à base de vins et de spiritueux sur le territoire de la commune de Thuir ;

Vu le courrier du 23/01/13 par lequel la SA PERNOD déclare exploiter l'usine de Thuir en lieu et place de la société CUSENIER et le récépissé de changement d'exploitant n°605/13 du 28/01/13 ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement qui fait suite à la visite d'inspection du 04/12/19 transmis à l'exploitant le 17 décembre 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 07/01/2020

**CONSIDÉRANT** qu'au cours d'une visite réalisée le 04/12/19, l'inspection des installations classées a relevé des non-conformités par rapport aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 04/03/04 modifié et de l'arrêté ministériel du 04/10/10 susvisés, qui sont détaillés dans la fiche de constats de faits de non-conformité annexée au présent arrêté ;

**CONSIDÉRANT** que l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement stipule que « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

**CONSIDÉRANT** qu'en application de l'article L. 171-8-I du Code de l'Environnement il convient de mettre en demeure la société PERNOD de respecter les prescriptions applicables pour l'exploitation de son usine d'élaboration, de conditionnement et de stockage de boissons alcoolisées située à Thuir ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture du département des Pyrénées-Orientales ;

**ARRÊTE**

## ARTICLE 1 - OBJET DE L'ARRÊTÉ

La société PERNOD dont le siège social est situé 120, avenue du Maréchal Foch – BP 188 – 94005 Créteil CEDEX, pour son usine d'élaboration, de conditionnement et de stockage de boissons alcoolisées située sur le territoire de la commune de Thuir – Caves Byrrh – BP 1 – 6, bd Violet – 66301 Thuir CEDEX, est mise en demeure de respecter l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 04/03/04 modifié et à l'arrêté ministériel du 04/10/10 susvisés et notamment de corriger les non-conformités (NC) relevées dans la fiche de constat annexée au présent arrêté, dans les délais fixés ci-après et comptés à la date de la notification du présent arrêté :

- NC1 : Porter à connaissance des modifications : 6 mois
- NC2 : Transmissions du bilan environnement 2018 / 2019 : 1 mois
- NC3 : Réserve d'eau et débit d'alimentation du réseau : 1 mois
- NC4 : Réserve d'émulseurs : 1 mois
- NC5 : Vérification des dispositifs de protection foudre et mise en place des documents de suivi : 2 mois
- NC6 : Système de détection sur tous les bâtiments présentant un risque incendie : 9 mois

## ARTICLE 2 : JUSTIFICATIFS DE MISE EN CONFORMITÉ

La société PERNOD doit fournir, dans le délai de 9 mois, un mémoire relatif à la mise en place des actions correctives. Ce document comprendra notamment la fiche de constat annexée au présent arrêté dûment renseignée (colonne réservée à la réponse de l'exploitant) et les différents justificatifs nécessaires (factures, photographies, procédures...).

## ARTICLE 3 – SANCTIONS ADMINISTRATIVES ET PÉNALES

Dans le cas où les prescriptions définies par le présent arrêté ne seraient pas respectées et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre la société PERNOD des sanctions administratives et des sanctions pénales, prévues par le Code de l'Environnement.

## ARTICLE 4 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## ARTICLE 5- EXÉCUTION - AMPLIATION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL Occitanie) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Thuir, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Perpignan, le

10 JAN 2019

Pour le préfet, et par délégation,  
Le secrétaire général,

Kévin MAZOYER

## **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

### **RECOURS CONTENTIEUX**

Article L181-17 du Code de l'environnement

Les décisions prises sur le fondement de l'avant-dernier alinéa de l'article L. 181-9 et les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 sont soumises à un contentieux de pleine juridiction.

Article R181-50 du Code de l'environnement

Les décisions mentionnées aux articles L. 181-12 à L. 181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet "www.telerecours.fr".

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **RECOURS GRACIEUX OU HIÉRARCHIQUE**

Article R181-51 du Code de l'environnement

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R. 181-50, l'autorité administrative compétente en informe le bénéficiaire de la décision pour lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L. 411-6 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration.

### **RÉCLAMATION**

Article R181-52 du Code de l'environnement

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

## Annexe 1 : fiche récapitulative des faits Non-Conformes

Cette fiche peut être adressée sous format texte : demande à formuler à l'adresse : [maryline.van-praet@developpement-durable.gouv.fr](mailto:maryline.van-praet@developpement-durable.gouv.fr)

Date de l'inspection : 04/12/19		Exploitant : PERNOD à Thuir
N° Délai	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	Réponses de l'exploitant
<b>Thème 2 : Récolement par rapport aux écarts de la VI du 13/04/16 et au plan d'actions transmis le 28/07/16</b>		
NC1  6 mois	<p><b>Référentiel :</b> Article R. 181-46-II du CE</p> <p>Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p><b>Constat VI du 13/04/16 :</b></p> <p>L'exploitant précise que l'usine de Thuir a fait l'objet de plusieurs modifications de production entraînant une modification des équipements qui n'ont pas toutes fait l'objet d'un porté à connaissance.</p> <p>Par ailleurs l'exploitant indique, dans le cadre de la déclaration d'antériorité qui fait suite au remplacement de la rubrique 2255 par la rubrique 4755, un volume d'alcool &gt; à 40° susceptible d'être présent supérieur à 2000 m³ alors que l'arrêté autorise une quantité d'alcool de 650 m³.</p> <p><b>Réponse de l'exploitant du 28/07/16 :</b></p> <p>Prévoit de mettre à jour l'étude des dangers et de déposer en suivant un porter à connaissance avant fin octobre 2016.</p> <p><b>Constat VI du 04/12/19 :</b></p> <p>L'étude des dangers a été actualisé par l'APAVE en 2017 mais n'a pas été transmise à l'inspection.</p> <p>L'évolution du volume d'alcool susceptible de constituer une modification substantielle n'est pas expliqué.</p> <p>Le porter à connaissance présentant les modifications du site n'a pas été déposé en préfecture en application de l'article R.181-46 (qui remplace l'article R.512-33).</p> <p>L'exploitant prévoit de le déposer sur l'exercice budgétaire 2020/2021.</p> <p><b>Écart à corriger :</b></p> <p>L'exploitant doit déposer le porter à connaissance prévu par l'article R.181-46 présentant les modifications notables et justifiant l'évolution des impacts et des dangers.</p>	
NC2  1 mois	<p><b>Référentiel :</b> Article 8.1 AP 04/03/04</p> <p>L'exploitant doit transmettre annuellement à l'inspection le bilan environnement.</p> <p><b>Constat VI du 13/04/16 :</b></p> <p>Le bilan annuel n'est pas adressé à l'inspection.</p> <p>Ce document doit présenter de manière synthétique les principaux éléments permettant d'apprécier le respect des prescriptions réglementaires (respect des capacités autorisées, synthèse des résultats des mesures et contrôles, élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée, demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public, description et causes des incidents et des accidents survenus à l'occasion du fonctionnement de l'installation).</p> <p><b>Réponse de l'exploitant du 28/07/16 :</b></p> <p>Propose de transmettre le bilan dans un délai de 2 mois suivant la clôture de leur période fiscale soit avant le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année. Ce bilan reprendra l'ensemble des éléments évoqués dans la fiche de constats.</p>	

Date de l'inspection : 04/12/19		Exploitant : PERNOD à Thuir
N° Délai	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	Réponses de l'exploitant
	<p><u>Constat VI du 04/12/19 :</u> Un projet de bilan a été adressé à l'inspection par mail du 23/09/16 et a fait l'objet d'une réponse du 07/10/16. Depuis aucun bilan n'a été adressé. L'exploitant précise que des données sont transmises à l'administration par l'intermédiaire des sites Internet GEREPE et GIDAF. Ces déclarations GEREPE et GIDAF ne répondent pas à la demande du bilan environnement rappelée lors de la VI du 13/04/16. <u>Écart à corriger :</u> L'exploitant doit adresser annuellement le bilan environnement à l'inspection prévu à l'article 8.1 de l'AP du 04/03/04 modifié.</p>	
NC3 1 mois	<p><u>Référentiel :</u> Article 7.4.1.2 Moyens de secours L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un réseau d'eau alimentant des poteaux ou bouches d'incendie [...] capable de fournir le débit nécessaire à l'alimentation de 2 poteaux d'incendie avec un débit simultané de 100 m³/h minimum pendant deux heures.</li> <li>• une réserve d'eau constituée au minimum de 660 m³ disponible en toutes circonstances, [...]</li> </ul> <p><u>Constat VI du 13/04/2016 :</u> L'exploitant ne peut justifier le débit simultané sur 2 poteaux de 100 m³/h pendant 2 heures, ni la réserve d'eau de 660 m³. <u>Réponse de l'exploitant du 28/07/16 :</u> Confirme que le débit du réseau public n'est pas suffisant. <u>Courrier de l'inspection du 17/08/16 :</u> Confirme qu'une solution doit être mise en œuvre pour répondre à la prescription. <u>Constat VI du 04/12/19 :</u> Une réserve supplémentaire de 300 m³ a été positionnée sur le site sous la forme d'une bâche incendie. A ce jour le site dispose d'une réserve de 50 m³ + 180 m³ + 300 m³ soit 530 m³ et d'un poteau incendie sur le réseau public pouvant fournir 75 m³/h pendant 2 h. Ces moyens permettent de répondre au besoin en eau de 330 m³/h pendant 2 h qui figurent dans la demande du SDIS du 19/09/13 mais ne sont pas conformes à la prescription de l'article 7.4.1.2. L'exploitant précise qu'il n'est plus prévu d'utiliser la réserve des effluents bruts de 200 m³ comme moyen incendie, disposition qui avait été validée par le SDIS dans sa réponse du 19/09/13. L'inspection rappelle la recommandation du SDIS dans son courrier du 01/02/13 à la société PERNOD, de disposer sur le réseau sous pression d'un minimum d'un tiers des besoins en eau. <u>Écart à corriger :</u> Conformément aux dispositions de l'article 7.4.1.2, le site doit disposer d'une réserve incendie au minimum de 660 m³ dont l'emplacement et l'aménagement à reçu l'accord du SDIS et d'un réseau d'eau alimentant des poteaux ou bouches d'incendie [...] capable de fournir le débit nécessaire à l'alimentation de 2 poteaux d'incendie avec un débit simultané de 100 m³/h minimum pendant deux heures. <u>OBS :</u> Les réserves d'eau incendie doivent être aménagées en tenant compte des dispositions du Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie ;</p>	

Date de l'inspection : 04/12/19		Exploitant : PERNOD à Thuir
N° Délai	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	Réponses de l'exploitant
NC4 1 mois	<p><u>Référentiel</u> : Article 7.4.1.2 Moyens de secours L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• [...] des réserves en émulseur judicieusement disposées de capacité minimale de 2 m³ adaptés aux produits présents sur le site. [...]</li> </ul> <p><u>Constat VI du 13/04/2016</u> : L'exploitant ne peut justifier la présence de 2000 l d'émulseur sur le site.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 28/07/16</u> : Confirme l'achat de 400 l d'émulseur et de mettre en place une signalétique sur les réserves pour vérifier la validité des émulseurs.</p> <p><u>Constat VI du 04/12/19</u> : Le site dispose des réserves d'émulseur suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 900 l au local pompe (zone dépotage Atex+ chais alcool)</li> <li>• 300 l de réserve répartis au niveau des RIA du DPF et Mag5 en bidons de 25L</li> <li>• 60 l de réserve.</li> </ul> <p>Soit 1260 l L'exploitant remet en cause le calcul du volume de 2000 l mentionné dans l'AP.</p> <p><u>Écart à corriger</u> : Conformément aux dispositions de l'article 7.4.1.2, de l'AP du 04/03/04 modifié le site doit disposer d'une réserve d'émulseurs de 2000 l judicieusement répartis.</p> <p><u>OBS</u> : Les prescriptions de l'autorisation doivent être respectées à défaut d'un nouveau calcul du dimensionnement des moyens incendie validé par le SDIS et d'une modification de l'arrêté.</p>	
NC5 2 mois	<p><u>Référentiel</u> : section III AM du 04/10/10 Le site doit être conforme à la section III de l'AM du 04/10/10 au plus tard au 01/01/14. Le site doit tenir à disposition de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'analyse du risque foudre (ARF) systématiquement mise à jour,</li> <li>• l'étude technique,</li> <li>• la notice de vérification et de maintenance,</li> <li>• le carnet de bord,</li> <li>• les rapports de vérifications.</li> </ul> <p><u>Constat VI du 13/04/2016</u> : L'installation n'est pas conforme aux dispositions de la section III de l'AM du 04/10/10.</p> <p><u>Réponse de l'exploitant du 28/07/16</u> : Les solutions techniques seront actualisées et les travaux de mise en conformité seront engagés en suivant (1ère tranche 11/2016 tranche suivante sur l'exercice 2017/2018).</p> <p><u>Constat VI du 04/12/19</u> : Les travaux de mise en conformité foudre effectués suite à l'ARF et à l'étude technique sont en cours d'achèvement. La vérification complète de l'installation des protections n'a pas pu être réalisée. L'échéance de mise en conformité de l'AM du 04/10/10 est largement dépassée.</p> <p><u>Écart à corriger</u> : L'installation « foudre » doit faire l'objet de la vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, prévue à l'article 21 de l'AM du 04/10/10. Les documents prévus à l'article 22 de l'AM du 04/10/10 doivent être tenus à en permanence à disposition de l'inspection des installations classées (analyse du risque foudre, étude technique, notice de vérification et de maintenance, carnet de bord et rapports de vérifications).</p>	

Date de l'inspection : 04/12/19		Exploitant : PERNOD à Thuir
N° Délai	Constatations de l'inspection et déclarations de l'exploitant	Réponses de l'exploitant
<b>Thème 3 : vérification par sondage du respect des prescriptions applicables au regard des thèmes retenus dans le cadre de la présente inspection</b>		
NC6  9 mois	<p><b>Référentiel :</b> Article 7.4.1.2 Système de détection L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un système de détection d'un incendie dans les bâtiments présentant un risque d'incendie avec report d'alarme exploitable rapidement ;</li> </ul> <p><b>Constat :</b> Les bâtiments présentant un risque incendie sont recensés dans l'étude des dangers. L'usine dispose d'un système de détection incendie géré par une centrale d'alarme et d'une procédure d'urgence en cas de déclenchement d'alarme. Tous les bâtiments recensés comme présentant un risque incendie ne sont pas équipés d'un système de détection.</p> <p><b>Écart à corriger :</b> Tous les bâtiments présentant un risque incendie doivent être équipés d'un système de détection d'un incendie avec report d'alarme exploitable rapidement conformément aux dispositions de l'article 7.4.1.2 de l'AP du 04/03/04 modifié.</p>	<p>Identification du représentant mandaté par l'exploitant, qui reconnaît avoir donné les suites exposées ci-dessus aux non-conformités et aux observations relevées lors de l'inspection de la DREAL.</p> <p>Nom : _____ Prénom : _____  Fonction : _____  Date : _____  Signature : _____</p>

NC : faits « non conformes » / PI : prescriptions inadaptées / OBS : observations

